

et des accords à long terme. Nos exportations de ressources naturelles sont dosées par un ensemble quelque peu brouillon mais confortablement canadien d'intérêts privés, de droits provinciaux et de l'intérêt public tout court interprété par le gouvernement canadien.

Toutefois, il faut se demander comment nous réagirons tous et quel sera l'effet sur notre démarche politique quand les exigences du monde qui nous entoure non seulement déborderont largement nos capacités mais s'exerceront avec une pression, voire une force, croissante. Ou quand les ventes d'aliments ou de papier seront considérées non plus comme des transactions commerciales mais comme une répartition fondamentale des ressources de la planète.

Cette image d'un Canada assiégé peut bien nous surprendre. Cependant, sa première incidence se fera sentir au cœur même de mon analyse de notre démarche politique. En effet, il sera d'autant plus difficile de maintenir à la fois notre adhésion à l'ordre mondial et nos intérêts en tant que nation indépendante.

Cette double préoccupation qui — j'espère vous l'avoir démontré — est en réalité unique, pourrait être soumise à des pressions extrêmes. Notre adhésion à un système ouvert d'échanges internationaux pourrait être remise en cause par l'avènement d'un réseau parallèle d'accords bilatéraux. Nous pourrions nous attendre à de fortes pressions de la part de nations consommatrices et nous aurions alors à élaborer des mesures nationales en conséquence. Le pluralisme confortable qui règne dans notre société devra peut-être se mettre à l'école des États qui se comportent comme des compagnies, ou des compagnies qui se comportent comme des États.

Il faudrait que nous songions à établir des relations économiques plus complexes, mieux calculées et soigneusement balancées avec des clients importants tels que la Communauté économique européenne, les États-Unis et le Japon. Il nous faudrait peut-être exiger en contrepartie de l'accès à nos ressources de nombreux avantages sur le plan des techniques de pointe. Il nous faudrait pratiquer avec les autres nations industrialisées un degré élevé d'interdépendance selon des modalités que nous commençons à peine à entrevoir.

Il existe, à mon avis, un dernier élément qu'il faut ajouter à un scénario de l'avenir et qu'il nous serait extrêmement difficile d'intégrer dans notre démarche. Nous ne pourrions notamment plus compter sur la croissance économique, sous sa forme actuelle, comme force motrice sur le plan national ou international.

Jusqu'à maintenant, on a considéré la croissance comme l'un des principaux indicateurs de la santé de l'économie. Bien qu'elles soient contestées par les écologistes et les partisans d'une société à la mesure de l'homme, la croissance économique et l'anticipation d'une croissance économique ont été considérées presque comme des lois de la nature. Selon le slogan, la croissance est bénéfique, et partant, synonyme de progrès.